

## DÉCISION N° 2025-162DC

### **Objet : Inventaire des zones humides dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou - Attribution (25CC017)**

Le Président de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu les statuts de la Communauté de communes des Vallées du Haut Anjou ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 4 juin 2020 portant délégation d'attribution dudit conseil au Président ;

Vu l'axe 1 du Projet de Territoire de la CCVHA « Poser les bases d'une organisation collective autour des politiques d'urbanisme », et l'engagement E4 (PA13) inscrit dans les principes d'action de la labélisation LUCIE 26000, « Ecoconcevoir l'aménagement du territoire » ;

Considérant que la consultation n°24CC014 déclaré infructueuse au terme de la décision n°2024-165DC avec relance de gré à gré ;

Considérant que s'il était envisagé au terme de la consultation précitée de relancer une procédure de gré à gré, il est apparu que le pouvoir adjudicateur a revu les conditions de la consultation, rendant inapplicable la mise en œuvre d'une procédure de gré à gré ;

Considérant sur la base de ces nouvelles conditions de la consultation telles que formalisées dans le nouveau DCE, le pouvoir adjudicateur a mis en œuvre une procédure d'appel d'offres ouvert ;

Considérant la consultation 25CC017 publiée le 17/10/2025 sur le JOUE, le Ouest France, le profil acheteur et le site internet du pouvoir adjudicateur ;

Considérant les 4 offres reçues,

Considérant que l'entreprise HYDRO CONCEPT a remis l'offre ayant un meilleur avantage économique :

## DÉCIDE

### **Article 1 : d'attribuer les marchés :**

- 25CC017 à la société HYDRO CONCEPT, sise 14 rue de l'Innovation – LES ACHARDS (85150) pour un montant de 330 940.00€ HT ;

**Article 2 : Le Président**

- certifie le caractère exécutoire de la présente décision qui sera transmise au représentant de l'Etat et publiée sur le site internet de la collectivité ;
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes, par courrier ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur général des services de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou est chargé de l'exécution de la présente décision.

Au Lion d'Angers, le 19/12/2025

Étienne GLÉMOT

Président

